

Burundi : inquiétude de l'opposition sur le sort des réfugiés en Tanzanie

RFI, 31-07-2018 La plateforme de partis politiques d'opposition burundaise Cnared-giriteka interpelle les Nations unies sur le sort des réfugiés burundais en Tanzanie. Dans une lettre adressée lundi à la Haut-Commissaire adjointe du HCR, Kelly Clements, la plateforme s'inquiète du sort de ces réfugiés dans les camps de Ntuda, Mutendeli et Nyarugusu. Elle affirme que les réfugiés burundais subissent des pressions des autorités administratives tanzaniennes pour les obliger à quitter le pays.

Intimidations, harcèlement, emprisonnements arbitraires, d'après la plateforme d'opposition burundaise, le quotidien des réfugiés burundais en Tanzanie est devenu intenable. « Ils ne peuvent plus faire aucune activité communautaire niveau des camps alors que c'était permis avant », témoigne Jean Minani, président du Cnared et signataire de la lettre adressée au HCR. Ils sont arrêtés, tabassés... Certains responsables des réfugiés sont arrêtés et emprisonnés point que « ça n'est plus vraiment facile de vivre dans ces camps ». Pour le Cnared-giriteka, ces pressions des autorités administratives tanzaniennes ont un objectif : obliger les réfugiés burundais à s'inscrire sur les listes de rapatriement dit « volontaire » vers le Burundi. A Bujumbura, les autorités disent n'avoir aucune information sur ces cas d'expulsion forcée. « Je n'ai aucune information sur votre question », déclare Thérèse Ntahiraja, le porte-parole du ministre de l'Intérieur Pascal Barandagiye. Au moment où je vous parle, jusqu'à aujourd'hui, le processus de rapatriement de nos Burundais se déroule très normalement, surtout pour ceux qui se trouvent en République de Tanzanie, en République du Kenya et en RDC. « La Tanzanie est le pays qui accueille le plus de réfugiés burundais sur le continent. D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, au 30 juin 2018, ils étaient plus de 237 000.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});